

J'encourage notre excellent ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) à se montrer ferme sur un aspect précis de ces négociations. Il s'agit de l'accord de 1965 sur l'automobile, qui a apporté beaucoup d'avantages au Canada. Je me rappelle que lorsqu'on l'a annoncé, l'opposition officielle a fait des réserves quant à sa valeur, et le NPD a réagi avec plus de tiédeur encore. Mais aujourd'hui, ayant constaté ses bienfaits, ils réclament son maintien. Les États-Unis ne devraient pas seulement considérer les avantages nets que tire le Canada de cet accord, mais tenir compte des avantages qu'en ont retirés les États-Unis pendant de nombreuses années. J'ai confiance que le gouvernement rejettera la thèse des États-Unis qui exige un déficit courant au Canada dans l'import-export des véhicules automobiles.

Notre politique d'immigration et la déclaration inquiétante d'un avocat torontois à une réunion de l'Association du Barreau canadien sont une autre question d'intérêt national. Cet avocat a étudié à deux reprises certains aspects de l'immigration pour le compte du gouvernement canadien: il y a cinq ans, lorsqu'il a fait enquête dans le cas d'un marin déserteur et, de nouveau, il y a deux ans, lorsqu'on lui a demandé un rapport sur le nombre croissant des non-immigrants qui présentaient des demandes de résidence permanente. Il a écarté dans son discours le concept traditionnel du Canada, vaste pays peu peuplé. Il a dit, et je cite:

Nous avons encore, il est vrai, des millions d'acres où la densité démographique est négligeable, mais nombre de ces terrains ne pourront jamais subvenir à des besoins autres que ceux d'une population restreinte. Au lieu d'encourager aveuglément l'immigration vers ce pays d'avenir, on pourrait faire une étude sérieuse afin de déterminer quelle concentration de population chaque région peut recevoir. Un accroissement naturel de celle-ci nous permettrait d'atteindre ce chiffre souhaitable sans avoir recours à l'immigration.

De l'avis des experts, un accroissement naturel de la population ne peut permettre d'atteindre la concentration de population souhaitable pour le pays, à moins que les Canadiennes ne soient prêtes à mettre chacune au moins dix enfants au monde, chose absurde que personne ne prend au sérieux. Quand a eu lieu la Confédération, voilà 105 ans, la population du Canada dépassait à peine trois millions d'âmes. Il nous a fallu tout ce temps pour y ajouter les 18 millions qui portent notre population actuelle aux environs de 21 millions. Ce deuxième siècle est un moment propice pour, sans envisager la réduction du ministère de l'Immigration ou du nombre d'immigrants, maintenir une politique raisonnable de sélection. Je n'entends pas par cela qu'on doive s'en tenir aux diplômés universitaires, mais qu'on admette des artisans, des commerçants et des ouvriers, catégories dont il y a pénurie.

Nos pionniers, pendant notre premier siècle d'histoire, se sont occupés de créer une bande de civilisation au-dessus du 49^e parallèle. Son élargissement vers le nord, débloquent d'immenses richesses forestières et minérales, et créant dans les Prairies des collectivités prospères, a constitué une période de grandes réalisations rendues possibles par la politique libérale d'immigration du début du siècle. L'histoire du Canada est intimement liée à celle de citoyens d'une foule d'autres pays, venus chez nous y

[M. Badanai.]

chercher la paix, la liberté et la prospérité. Des gens de tous pays et de toutes conditions sont venus ici se refaire une vie nouvelle et leurs coutumes et leurs traditions ont enrichi le Canada.

• (1420)

Pour ce qui est des critiques des journaux contre le travail du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, de leurs remarques acerbes sur la direction de l'immigration, je dois dire que s'il y a des points faibles au ministère, il n'en va pas de même aux bureaux de l'immigration outre-mer. J'ai rencontré quelques-uns de leurs fonctionnaires et je dois dire qu'il n'existe pas de gens plus dévoués, plus diligents, ni plus fidèles à leur devoir que les agents de nos services d'immigration outre-mer, qu'il s'agisse des bureaux de Londres, de Moscou, de Paris ou de Glasgow en Écosse.

J'espère que le premier ministre va se décider, sinon au cours de cette session-ci, du moins durant la prochaine, à concevoir le Nord d'une autre façon et à favoriser l'établissement d'immigrants souhaitables dans les Territoires du Nord-Ouest et du Yukon. Ces régions de près de 1,400,000 milles carrés sont riches en minéraux, en gaz, en pétrole, en fer, en cuivre, en or, en fourrures et en poisson, et pourtant moins de 40,000 personnes, y compris les Indiens, les Esquimaux et les Blancs, vivent au nord du 60^e parallèle. Une telle politique exigera du courage, il va sans dire, mais notre premier ministre n'en manque pas, heureusement.

Enfin, mes électeurs de Thunder Bay savent infiniment gré au gouvernement de sa subvention de \$18,720 pour payer les services d'un coordonnateur, d'un secrétaire et de dix arpenteurs pour mener à bien un programme de stimulants, et se rendre compte de la nécessité d'un centre communautaire, qui serait à la fois culturel et sportif. De l'avis des habitants de Thunder Bay, qui fera partie de la circonscription de mon ami le député de Port Arthur (M. Andras), c'est une des nécessités les plus urgentes de l'heure. Une fois approuvé, le programme exigera l'aide financière de tous les paliers de gouvernement. J'espère que le gouvernement fédéral se montrera généreux à ce moment-là.

Au dire de l'opposition, le discours du trône ne renferme rien de concret. Ceux qui ont des idées larges y trouveront d'autre part un programme législatif vivifiant, comme on en a rarement vu à la Chambre.

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, chose remarquable et presque incroyable, le discours du trône prononcé jeudi ne renferme pas de propositions relatives au problème le plus important du pays, celui du chômage, alors qu'il n'intéresse pas moins de 665,000 personnes qui recherchent vainement des emplois, c'est-à-dire 7.7 p. 100 de la main-d'œuvre.

Si Votre Honneur fouillait dans l'amas de platitudes empilées pendant une heure complète, jeudi dernier, et écoutait l'hymne d'éloge que le premier ministre s'est adressé vendredi, vous ne trouveriez aucune trace d'un plan destiné à accroître la production en stimulant l'économie et en facilitant l'obtention d'emplois aux Canadiens. Les députés et le public en général ont le droit de demander s'il doit en être ainsi. Chacun admet que le chômage est le problème numéro un du pays aujourd'hui. Pourquoi ne mentionne-t-on aucun plan pour le surmonter?